

Tunis, Tunisie
7 mai 2021

Communiqué de presse

La majorité des Tunisiens affirment que la presse est libre, mais ils sont favorables à la censure du contenu faux ou haineux

La majorité des Tunisiens estiment que les médias sont libres, selon la plus récente enquête d'Afrobarometer.

Pourtant, la moitié des citoyens pensent que le gouvernement devrait pouvoir interdire toute publication de contenu qu'il désapprouve, tendance cependant à la baisse.

Le soutien à la liberté de la presse s'améliore en Tunisie – la moitié des citoyens y sont favorables – depuis la dernière fois qu'Afrobarometer a demandé leur opinion sur cette question en 2018.

Selon l'enquête, les citoyens sont pour la plupart favorables au filtrage des publications de la presse quand celles-ci sont fausses ou sont de caractère haineux. L'enquête a de ce fait révélé que la plupart des citoyens pensent que les médias et les journalistes divulguent « parfois » voire « souvent » des informations qu'ils savent fausses.

Cette enquête de Afrobarometer est d'autant plus pertinente qu'elle présente l'opinion des citoyens dans un contexte où la Tunisie perd une place dans le classement mondial de la liberté de la presse mené par Reporters sans Frontières au titre de l'année 2021.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 sont prévues pour au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Tunisie, conduite par One to One for Research and Polling, s'est entretenue avec 1.200 adultes tunisiens en février-mars 2020. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées en Tunisie en 2013, 2015 et 2018.

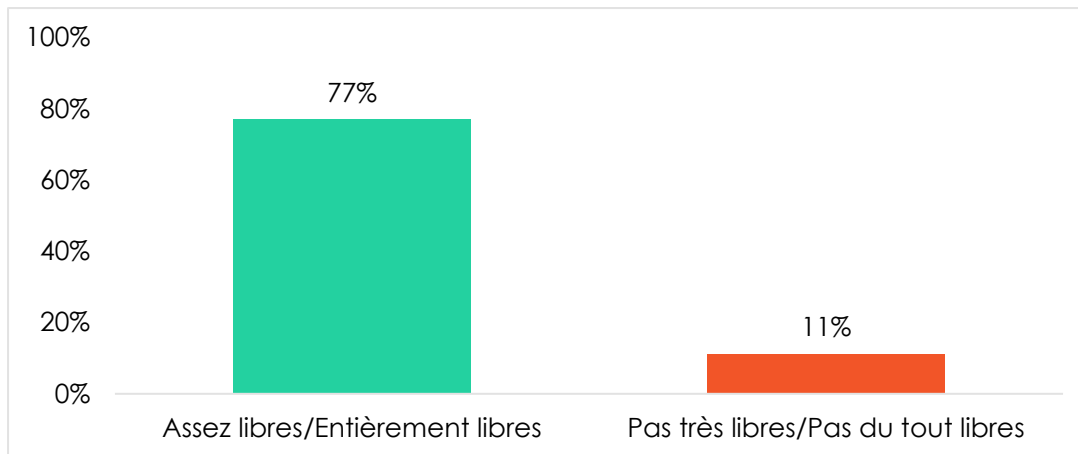
Résultats clés

- Près de huit Tunisiens sur 10 (77%) affirment que les médias sont « assez » voire « entièrement » libres en Tunisie (Figure 1).
- Pourtant, la moitié (49%) des Tunisiens pensent que le gouvernement devrait être à mesure d'interdire toute publication de contenu qu'il désapprouve. On note une baisse de cette tendance par rapport aux années 2015 (54%) et 2018 (55%). Néanmoins, elle reste beaucoup plus élevée qu'au lendemain de la révolution, où le soutien à la liberté de la presse était plus important avec seulement trois Tunisiens sur 10 (33%) favorables au contrôle de la presse par le gouvernement (Figure 2).

- Sept répondants sur 10 sont favorables au filtrage des publications de la presse quand celles-ci sont fausses (71%) ou à caractère haineux (67%) (Figure 3).
- Plus de six répondants sur 10 (63%) pensent que les médias et les journalistes divulguent « souvent » ou « parfois » des informations qu'ils savent fausses, contre juste 9% qui pensent que cela n'arrive jamais (Figure 4).

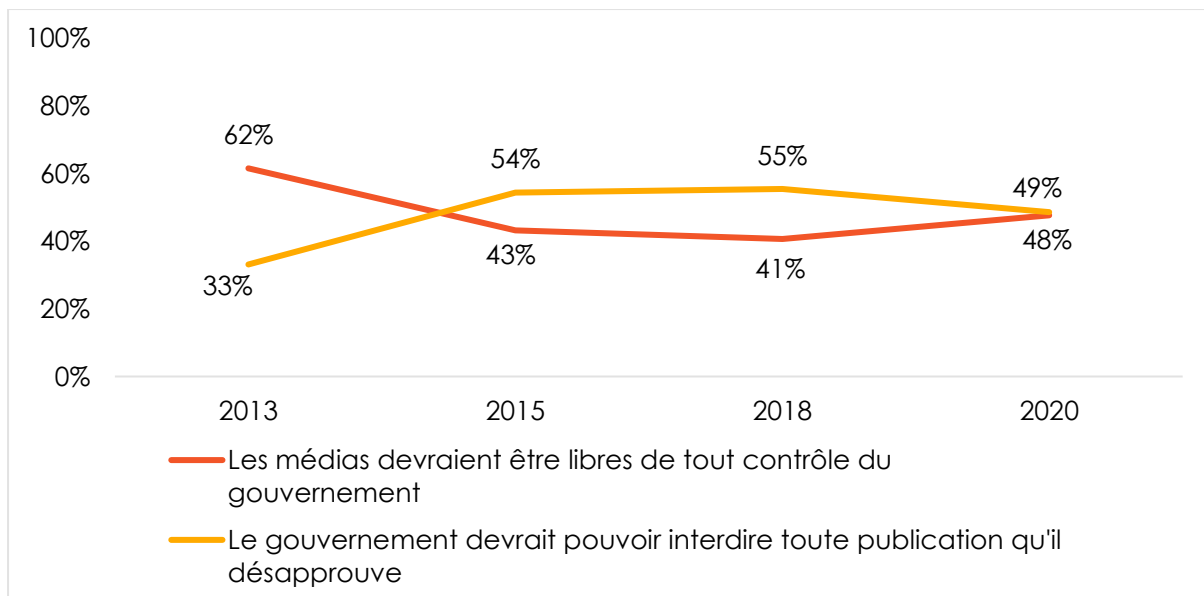
Figures

Figure 1 : Niveau de la liberté des médias | Tunisie | 2020



Question posée aux répondants : À votre avis, à quel point les médias sont-ils libres dans ce pays de diffuser et de commenter l'actualité sans censure ni ingérence du gouvernement ?

Figure 2 : La presse doit être libre vs. le contrôle par le gouvernement est meilleur | Tunisie | 2013-2020

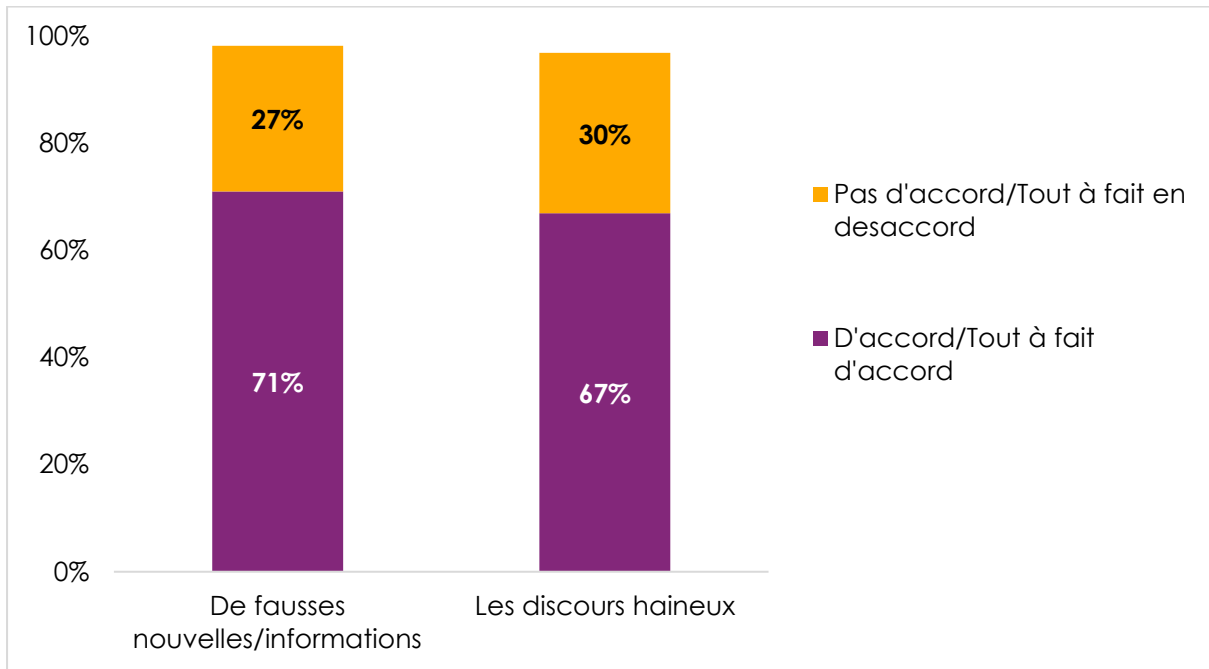


Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre point de vue ? (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Affirmation 1 : Les médias devraient avoir le droit de publier des opinions et des idées sans le contrôle du gouvernement.

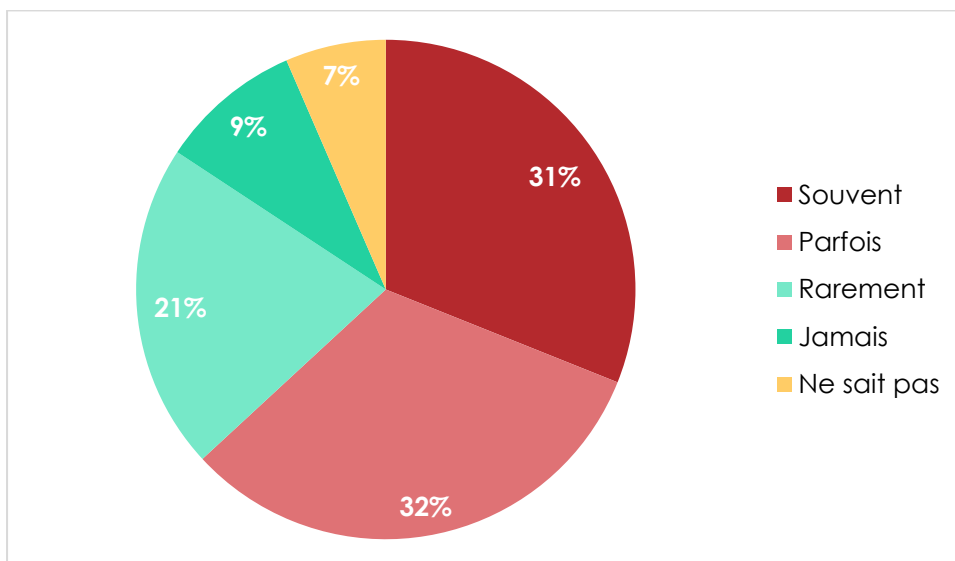
Affirmation 2 : Le gouvernement devrait avoir le droit d'empêcher les médias de publier des choses qu'il désapprouve.

Figure 3 : Censures gouvernementales de contenus mensongers et de discours haineux | Tunisie | 2020



Question posée aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec le fait que le gouvernement devrait être en mesure de limiter ou d'interdire le partage :
 De fausses nouvelles ou informations ?
 Discours de haine, i.e. des nouvelles, informations ou opinions conçues pour attaquer ou calomnier certains groupes de la société ?

Figure 4 : Fréquence à laquelle les médias et les journalistes divulguent des informations qu'ils savent fausses | Tunisie | 2020



Question posée aux répondants : Dites-moi à quelle fréquence, dans ce pays, vous pensez que les gens de chacun des groupes suivants diffusent des informations qu'ils savent fausses : Les médias et les journalistes ?

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

One to One for Research and Polling
Youssef Meddeb
Telephone: +21 658555055
Email: Youssef.meddeb@121polling.com

Veillez consulter www.afrobarometer.org.

Suivez nos résultats à #VoicesAfrica.

